

SOMMAIRE

A - CONCLUSION DU CONTRAT DE TRAVAIL

DÉFINITION DU CONTRAT DE TRAVAIL	A10
■ Critères d'existence du contrat	A10
■ Présomption légale de non salariat	A11
■ Relations de travail particulières	A12
■ Compatibilité entre contrat de travail et mandat social	A13
■ Conditions de validité du contrat de travail	A14
■ Preuve de l'existence du contrat de travail	A15
■ Obligations découlant du contrat de travail	A16
■ Gestion des violences au travail	A17
ENVIRONNEMENT JURIDIQUE DU CONTRAT DE TRAVAIL	A20
■ Droit du travail - Définition	A20
■ Sources internationales	A21
■ Sources étatiques françaises	A22
■ Sources conventionnelles internes	A23
■ Usages et accords atypiques	A24
■ Décisions unilatérales de l'employeur	A25
■ Le règlement intérieur	A26
■ Décisions des tribunaux	A27
CONTRAINTES LIÉES À LA CONCLUSION DU CONTRAT DE TRAVAIL	A30
■ Impossibilités d'emploi	A30
■ Obligation d'emploi des travailleurs handicapés	A31
■ Priorités d'emploi et de réembauchage	A32
■ Limites au cumul d'activités	A33
■ Offres d'emploi	A34
■ Méthodes de recrutement et d'évaluation des candidats	A35
■ Promesse d'embauche	A36
■ Formalités administratives d'embauche	A37
■ Visite médicale d'embauche	A38
■ Seuils d'effectif	A39

RÉDACTION DU CONTRAT DE TRAVAIL	A40
■ Mentions minimales	A40
■ Clauses interdites	A41
■ Clauses intéressant la rémunération	A42
■ Clauses d'objectifs	A43
■ Clause de non-concurrence	A44
■ Clause de mobilité	A45
■ Clause de dédit-formation	A46
■ Les clauses de forfait	A47
PÉRIODE D'ESSAI	A50
■ Définition	A50
■ Possibilités de prévoir une période d'essai	A51
■ Incidence d'une relation de travail préexistante	A52
■ Durée de la période d'essai	A53
■ Rupture du contrat de travail au cours de la période d'essai	A54
TELETRAVAIL	A60
■ Définition légale du télétravail	A60
■ Organisation du télétravail	A61

B - SUSPENSIONS DU CONTRAT DE TRAVAIL

DÉFINITION DE LA SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL **B10**

- Inexécution momentanée des obligations contractuelles B10
- Causes de suspension du contrat de travail B11

ABSENCES POUR MALADIE NON PROFESSIONNELLE **B20**

- Information de l'employeur et justification de la maladie B20
- Indisponibilité du salarié B21
- Effets de la suspension du contrat de travail sur les droits et obligations du salarié B22
- Prestations de Sécurité sociale B23
- Indemnisation complémentaire versée par l'employeur B24
- Rupture du contrat au cours de l'arrêt de travail B25
- Reprise du travail à l'issue de l'arrêt-maladie B26
- Constatation de l'inaptitude du salarié B27
- Temps partiel thérapeutique B28

CONGÉ DE MATERNITÉ OU D'ADOPTION **B30**

- Obligation d'accorder le congé B30
- Durée du Congé B31
- Situation du salarié pendant le congé B32
- Protection contre le licenciement pendant le congé B33
- Reprise du travail à l'issue du congé B34
- Rupture du contrat à l'issue du congé B35
- Protection contre le licenciement B36
- Congé de paternité et d'accueil de l'enfant B37

ABSENCES POUR ACCIDENT DU TRAVAIL OU MALADIE PROFESSIONNELLE **B40**

- Accident du travail B40
- Maladie professionnelle B41
- Accident de trajet B42
- Déclaration - formalités B43
- Effets de la suspension du contrat de travail sur les droits et obligations du salarié B44
- Indemnisation de la victime B45
- Incidences de la faute B46
- Interdiction de rompre le contrat pendant l'arrêt de travail B47
- Reprise du travail à l'issue de la suspension du contrat B48
- Inaptitude du salarié victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle B49

CONGÉS PAYÉS	B50
■ Salariés concernés	B50
■ Ouverture du droit à congés payés	B51
■ Durée des congés payés	B52
■ Prise des congés payés	B53
■ Indemnité de congés payés	B54
■ Indemnité compensatrice de congés payés et rupture du contrat de travail	B55
CONGÉS POUR ÉVÉNEMENTS FAMILIAUX	B60
■ Congés rémunérés	B60
■ Congé pour enfants malades	B61
CONGÉS DE LONGUE DURÉE	B70
■ Congé sabbatique	B70
■ Congé pour création d'entreprise	B71
■ Congé de solidarité internationale	B72
■ Congé parental d'éducation	B73
■ Congé de présence parentale	B74
■ Congé de solidarité familiale	B75
■ Congé sans solde	B76
■ Congé de proche aidant	B77
INCIDENCE DES JOURS FÉRIÉS	B80
■ Jours fériés	B80
■ Chômage des jours fériés	B81
■ Jours fériés travaillés	B82
■ Jours fériés et congés payés	B83
■ Journées de ponts	B84
CHAPITRE EN RÉSERVE	B90
ABSENCES POUR EXERCER UN MANDAT	B100
■ Exercice d'un mandat au sein d'un organisme de Sécurité sociale	B100
■ Exercice d'un mandat au sein d'un organisme d'emploi ou de formation professionnelle	B101
■ Congé mutualiste	B102
■ Congé de représentation	B103
■ Exercice d'un mandat politique	B104
■ Exercice d'une activité au sein des tribunaux	B105
■ Absences du conseiller du salarié dans le cadre d'une procédure de licenciement	B106
■ Exercice d'un mandat de représentant du personnel	B107

C - MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

DÉFINITION DE LA MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	C10
■ Coexistence de deux régimes distincts	C10
■ Modifications ne nécessitant pas l'accord du salarié	C11
■ Modifications précédées de l'accord exprès du salarié	C12
■ Évolutions du contrat en fonction de la convention collective ou des usages	C13
ÉLÉMENTS DU CONTRAT SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MODIFIÉS	C20
■ Modification du lieu de travail	C20
■ Modification de l'horaire ou du temps de travail	C21
■ Modification de la rémunération	C22
■ Modification des fonctions et de la qualification professionnelle	C23
PROCÉDURE DE MODIFICATION	C30
■ Mise en oeuvre d'une adaptation des conditions de travail	C30
■ Mise en œuvre d'une modification d'un élément essentiel du contrat	C31
■ Poursuite du contrat aux conditions modifiées	C32
LICENCIEMENT CONSÉCUTIF AU REFUS D'UNE MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	C40
■ Refus d'une adaptation des conditions de travail ou de l'application d'une clause du contrat	C40
■ Refus d'une modification d'un élément essentiel du contrat de travail	C41
■ Refus d'une proposition de reclassement dans le cadre d'une inaptitude physique	C42
■ Refus d'un accord de performance collective	C43

D - RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL	D10
■ Restrictions au pouvoir de licencier	D10
■ Cause réelle et sérieuse de licenciement	D11
■ Licenciement pour faute	D12
■ Insuffisance professionnelle et insuffisance de résultat	D13
■ Perte de confiance	D14
■ Licenciement consécutif à la maladie du salarié	D15
■ Licenciement pour inaptitude physique	D16
■ Procédure de licenciement pour motif personnel	D17
LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE	D20
■ Motif économique - Définition	D20
■ Obligation de reclassement	D21
■ Plan de sauvegarde de l'emploi	D22
■ Mesures de prévention des licenciements	D23
■ Mesures individuelles de reclassement	D24
■ Ordre des licenciements	D25
■ Procédure applicable au licenciement individuel	D26
■ Procédure de licenciement collectif 2 à 9 salariés	D27
■ Procédure de licenciement collectif au moins 10 salariés sur 30 jours	D28
■ Licenciements dans les entreprises « en difficulté »	D29
LICENCIEMENT DES SALARIÉS PROTÉGÉS	D30
■ Bénéficiaires	D30
■ Déroulement de la procédure	D31
■ Sanctions	D32
■ Extension de la procédure exceptionnelle à d'autres modes de rupture du contrat de travail	D33
SANCTIONS DU LICENCIEMENT IRRÉGULIER	D40
■ Irrégularités de procédure	D40
■ Licenciement sans cause réelle et sérieuse	D41
■ Licenciement abusif	D42
■ Nullité du licenciement	D43
■ Tableaux récapitulatifs des sanctions	D44

PRÉAVIS ET INDEMNITÉS DE LICENCIEMENT	D50
■ Préavis	D50
■ Indemnités de licenciement	D51
■ Indemnité compensatrice de congés payés	D52
FORMALITÉS À ACCOMPLIR À L'ISSUE DU CONTRAT	D60
■ Certificat de travail	D60
■ Reçu pour solde de tout compte	D61
■ Attestation Pôle emploi	D62
TRANSACTION	D70
■ Définition	D70
■ Articles du Code civil	D71
■ Conditions de validité	D72
■ Effets de la transaction	D73
■ Régimes social et fiscal des indemnités transactionnelles	D74
■ Transaction et indemnisation du chômage	D75
RUPTURE CONVENTIONNELLE DU CONTRAT DE TRAVAIL	D80
■ Définition	D80
■ Champ d'application	D81
■ Conditions de validité et effets d'une rupture conventionnelle	D82
DÉMISSION	D90
■ Rupture à l'initiative du salarié	D90
■ Volonté claire et non équivoque de démissionner	D91
■ Formalisme de la rupture	D92
■ Préavis de démission	D93
■ Indemnités de rupture	D94
MISE À LA RETRAITE PAR L'EMPLOYEUR	D100
■ Conditions	D100
■ Préavis et documents à remettre	D101
■ Indemnité de mise à la retraite	D102
DÉPART À LA RETRAITE	D110
■ Conditions et modalités	D110
■ Indemnité de départ à la retraite	D111
■ La retraite progressive	D112
■ Le cumul emploi retraite	D113

E - CONTRATS PARTICULIERS

CONTRATS DE FORMATION EN ALTERNANCE E10

- Caractéristiques communes E10
- Contrat d'apprentissage E11
- Contrat de professionnalisation E12

CONTRATS D'INSERTION OU DE RÉINSERTION E20

- Caractéristiques communes E20
- Contrat initiative emploi E21
- Contrat d'insertion dans la vie sociale (civis) E22
- Contrat d'accompagnement dans l'emploi E23
- Contrat d'appui au projet d'entreprise E24

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE E30

- Évolutions de la réglementation E30
- Cas de recours E31
- Durée du contrat E32
- Succession de contrats à durée déterminée E33
- Conclusion du contrat à durée déterminée - formalités à accomplir E34
- Situation du salarié au cours du contrat à durée déterminée E35
- Rupture du contrat à durée déterminée E36
- Poursuite des relations contractuelles au-delà du terme E37
- Requalification du contrat en contrat à durée indéterminée E38
- Modèles de contrat à durée déterminée E39

CONTRAT DE TRAVAIL TEMPORAIRE E40

- Réglementation du prêt de main-d'œuvre E40
- Contrat de mise à disposition entre l'entreprise de travail temporaire et l'entreprise utilisatrice E41
- Cas de recours pour l'entreprise utilisatrice E42
- Durée de la mission E43
- Contrat de mission entre le salarié et l'entreprise de travail temporaire E44
- Situation du travailleur temporaire E45
- Rupture du contrat de travail temporaire E46
- Embauche auprès de l'utilisateur E47
- Le CDI intérimaire E48

X - Lexique

Y - ADRESSES UTILES

■ DREETS régions	Y10
■ DREETS (départements)	Y20
■ Tribunaux et conseils	Y30
■ Conseils de prud'hommes	Y40

Z - INDEX ALPHABÉTIQUE

